

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 316

Artikel: Le phénomène POCH
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028615>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Suisse, Sulzer, quelques autres sociétés de la même envergure (dont la « Neue Zürcher Zeitung », ce symbole de l'« honnêteté » helvétique) et leurs dirigeants se partageaient les sièges du conseil d'administration et les actions. Après quelques escarmouches, les réticences de l'Administration fédérale tombèrent donc.

L'astuce !

Intervint alors la simplification définitive, l'astuce à laquelle il fallait penser ! M. Werner Guldimann, secrétaire de la FIG depuis vingt ans, fut tout bonnement nommé directeur de l'Office fédéral de l'air (tout en conservant ses actions dans la dite société, comme de juste...).

Désormais, l'affaire était définitivement sur les rails : en 1971, la quatrième étape du développement de Kloten est acceptée par les Chambres fédérales. Le « message » de l'Exécutif est préparé par M. Guldimann lui-même et le crédit de 240,3 millions ne trouve aucun opposant (le président de la FIG est comme par hasard un radical, et non des moindres, puisqu'il s'agit de M. Honegger). A la clef, des dividendes substantiels : le dernier en date est de 8 %.

Mais la bonne affaire ne se résume pas dans ces millions arrachés à bon compte à la collectivité pour le profit direct de quelques-uns, et aux tantièmes versés aux administrateurs. Il s'en faut de beaucoup.

Le lobby de la construction

A côté des représentants de la Banque, le conseil d'administration comprend des dirigeants des plus importantes entreprises du secteur de la construction (Hatt-Haller, Sulzer); et le phénomène est encore plus net parmi les actionnaires où l'on retrouve en bonne place les Zschokke, Bertschinger, Göhner et consorts...

Et ces entreprises se voient sans autre attribuer les commandes de la FIG !

Non contente donc de transformer les subventions

fédérales en dividendes et tantièmes, la société anonyme permet de confondre promoteurs et entrepreneurs sans le moindre contrôle.

Il y a cependant des limites à tout. Que les citoyens honnêtes respirent ! Si la démonstration de « Focus » n'a, trois mois après, suscité aucune réaction, le dernier numéro de la revue zurichoise nous apprend que le directeur de l'Office cantonal de l'air aurait été suspendu : la société de surveillance de l'aéroport lui aurait construit gratuitement le mur de son jardin et il se serait fait offrir l'un ou l'autre voyage à New York ou à Hong-Kong.

En Suisse, l'emploi de chaque franc est contrôlé. Pas celui de millions.

Le phénomène POCH

Les organisations progressistes seront représentées aux Grands Conseils de Zurich et de Lucerne. Elles le sont depuis peu à Bâle-Campagne et depuis plus longtemps à Berne, à Soleure et à Bâle-Ville.

Il est intéressant de relever que pendant ce temps le Parti du travail, sauf à Bâle-Ville, ne réussit plus à retrouver une représentation dans un parlement cantonal. C'est dorénavant un parti de type nouveau qui représente l'extrême-gauche.

PdT : à Bâle seulement

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Parti du travail avait pénétré dans douze législatifs cantonaux (l'annuaire statistique de la Suisse de 1947 indique un total de 153 députés). Ce parti reste représenté dans cinq cantons, dont un seul alémanique : Bâle-Ville.

Les POCH sont représentés dans six cantons alémaniques et le PSA, qui participe avec elles à certaines actions communes, est présent dans un septième canton. Dans quatre de ces cantons, le Parti du travail comptait au moins un député en

1947 et dans un cinquième, Soleure, ni le Parti communiste, dans l'entre-deux-guerres, ni le Parti du travail plus tard, n'ont jamais obtenu un mandat.

Les cantons où l'extrême-gauche n'est plus représentée depuis 1947 sont Saint-Gall, Argovie et Thurgovie. Dans les deux premiers les POCH existent et se sont déjà manifestés.

Après les élections communales

La comparaison avec les forces de la gauche et de l'extrême-gauche peut être menée avec une précision plus grande encore après les élections organisées récemment tant dans le canton de Bâle-Campagne que dans celui de Zurich. Voyons d'un peu plus près certains résultats !

Dans trois cercles électoraux zurichoïses il y avait quatre listes, le 27 avril, pour se disputer les suffrages de gauche. Il est dès lors intéressant de comparer les pourcentages obtenus :

	PS	PdT	POCH	LMR	Total
Zurich 3 et 9	33,5	3,0	3,3	0,4	40,2
Zurich 6 et 10	23,6	1,1	2,7	0,3	27,7
Limmattal	22,3	0,6	1,2	0,2	24,3

Dans le canton de Bâle-Campagne, c'était au maximum trois listes dans quatre districts qui se disputaient les suffrages de la gauche. Nous disposons du nombre des électeurs pour les comparaisons :

	PS	PdT	POCH
Arlesheim	3653	168	626
Binningen	2169	128	423
Pratteln	1584	121	152
Liestal	1370	13	76

A relever que les POCH l'avaient déposé, comme le Parti socialiste, des listes dans sept districts. Au total 1489 électeurs ont voté pour elles, alors que 11 968 électeurs ont voté socialiste. Dans les quatre districts où il était présent, le Parti du travail a recueilli les voix de 430 électeurs.